

CONTACT

ARUCC Newsletter

Volume 9, No. 3

novembre/November 1992

President's message

Ron Heath



First of all, I wish to thank the membership of ARUCC for their expression of confidence in electing me as President for the coming two years. As we head into the mid-nineties, I'm sure we will be facing many new challenges relating to technology, accountability, providing new, more and better service to our clients and, hopefully, a rejuvenation as the economy takes an upward swing! Working with me on the Executive are very capable representatives from the various regions of Canada and we will do what we can to keep in touch with you, providing those services that are the most meaningful.

Over the past two years that Mary MacGillivray (Dalhousie) has served as President, we have seen a number of new initiatives through ARUCC and on behalf of the members, I would like to express our appreciation to Mary and the other members of the Executive for their efforts on our behalf. And my expressions of appreciation would not be complete if I did not say a special "thank you" to Viateur Viel (Moncton) and Judy Douglas (Dalhousie), the Moncton Conference and Program Chairs, and all of those who were involved in the organization of the conference, for putting on a sensational program of speakers and sessions in a most enjoyable and entertaining manner. As we make plans for the 1994 conference to be held in Victoria, BC, we recognize the amount of work that is necessary to put together such a successful event.

Among the items on the agenda for the coming months will be a review of the Canadian position regarding EDI (Electronic Data Interchange). There has been considerable progress made in this application of technology through AACRAO and there are currently two general initiatives underway in Canada. A special task force of ARUCC will be constituted to bring together these initiatives and serve as a co-ordinating body for the Canadian experience.

As many of you know, we were experiencing difficulty in getting individuals to take on the job of Local Arrangements Chair for the joint AACRAO/ARUCC conference scheduled for Toronto in April, 1996. Some discussions had begun regarding the possibility of moving the location to Vancouver. At the same time, given the funding picture in many states, it was of increasing concern on the AACRAO Board that a significant number of Americans would not receive institutional financial support to attend the meeting if it were to be held outside the continental US, thereby putting at risk the financial viability of holding the conference in Canada. Consequently, it was the decision of the AACRAO Board to withdraw the 1996 conference from Toronto and seek a host location within the continental US. Obviously I have mixed feelings about this. It was a significant gesture on the part of AACRAO to actively involve ARUCC and its Canadian members in the life of that

Sommaire In this issue

AUCC sums up the Smith Report	4
Record fraud	6
Appointments	10
News from BC	11
News from Quebec	12

Association, but, at the same time, if we were to put together a conference of that scale, it would have required the willing efforts of a large number of individuals, a factor that did not appear to exist.

The Executive will meet in Toronto on November 27th. If you have any items that you would like to have addressed at that time, please contact me or any other member of the Executive in advance of the meeting. The list of the Executive members can be found in this issue.

Finally, a plug for K.C., the editor of *Contact*. This is a very important opportunity for each of us in the Association to share with others, through an article, a letter, or a report on something special you or someone else may be doing. It doesn't have to be earth-shaking—if you help one other person or office, it was time well spent. So why not take a few minutes right now and make yourself a note to provide something for the next issue of YOUR Association publication. We look forward to hearing from you!

Le message du président

Ron Heath



J'aimerais tout d'abord remercier les membres de l'ARUCC de la confiance qu'il m'ont manifestée en m'élisant à la présidence de l'Association pour un mandat de deux ans. À l'aube des années quatre-vingt-dix, de nombreux défis nous attendent, tant sur le plan de la technologie qu'en matière d'imputabilité, de services nouveaux, plus nombreux et améliorés à l'intention de nos clients et d'activités renouvelées grâce, espérons-le, à la reprise de l'économie! Au sein du Conseil de direction, je suis heureux de pouvoir compter sur la collaboration de représentants très compétents des diverses régions du Canada. Nous tenterons autant que possible de vous tenir au courant des affaires de l'Association et de vous fournir les services qui vous seront les plus utiles.

Au cours des deux dernières années, Mme Mary MacGillivray (Dalhousie) a assumé la fonction de présidente et, pendant son mandat, l'ARUCC s'est enrichie de plusieurs nouvelles initiatives. Au nom des membres, j'aimerais remercier Mme MacGillivray et les autres membres de la direction pour tout ce qu'ils ont fait pour nous. Mes remerciements ne seraient pas complets sans adresser un "merci tout spécial" à M. Viateur Viel (Moncton) et à Mme Judy Douglas (Dalhousie), aux présidents des comités responsables du congrès de Moncton et du programme, ainsi qu'à tous ceux qui ont participé à l'organisation du congrès et à l'élaboration d'un programme comprenant à un éventail extraordinaire de conférenciers et de séances, le tout s'étant déroulé dans une atmosphère très agréable et divertissante. Nous planifions actuellement le congrès de 1994 qui aura lieu à Victoria (C.-B.) et nous nous

rendons compte de l'ampleur du travail nécessaire pour assurer le succès de l'événement.

Parmi les questions que nous étudierons au cours des prochains mois, mentionnons l'examen de la position du Canada en matière d'EDI (échange de données informatiques). Beaucoup de progrès ont été accomplis à ce chapitre, notamment quant à l'application de la technologie par l'AACRAO, et deux projets généraux sont actuellement en voie de réalisation au Canada. Un groupe de travail spécial de l'ARUCC sera formé pour coordonner ces projets et tenir lieu d'organisme de coordination des activités entreprises au Canada.

Comme vous le savez peut-être, nous avons eu de la difficulté à trouver des volontaires pour prendre en charge l'organisation locale du congrès conjoint de l'AACRAO et de l'ARUCC qui devait avoir lieu à Toronto en avril 1996. Des discussions sont en cours et il se peut qu'il se tienne plutôt à Vancouver. Compte tenu de la situation financière dans plusieurs états, la direction de l'AACRAO s'est interrogée sur la possibilité, pour beaucoup de participants américains de recevoir l'aide financière nécessaire des établissements, afin de leur permettre de participer à cette rencontre, si elle devait se tenir à l'extérieur des États-Unis, mettant ainsi en cause la rentabilité du congrès s'il avait lieu au Canada. Par conséquent, la direction de l'AACRAO a décidé de ne pas organiser le congrès de 1996 à Toronto et de chercher plutôt un endroit aux États-Unis. J'ai personnellement des réserves à ce sujet. L'initiative de l'AACRAO de demander à l'ARUCC et à ses membres du Canada de participer aux affaires de l'Association était très louable,

mais pour tenir conjointement un congrès de cette envergure, il aurait aussi fallu beaucoup de volontaires pour participer à l'organisation, ce qui n'était pas le cas.

La direction se réunira à Toronto le 27 novembre. Si vous avez des questions que vous aimeriez inscrire à l'ordre du jour, veuillez me les communiquer ou les adresser à tout autre membre de la direction, avant la réunion. Vous trouverez dans le présent numéro la liste des membres du conseil de direction.

En dernier lieu, j'aimerais vous communiquer une annonce pour K.C., éditeur de *Contact*. Nous tous, en tant que membres de l'Association devons profiter de cette occasion unique qui s'offre à nous pour communiquer avec les autres par le biais d'un article, d'une lettre ou d'un compte rendu sur une activité spéciale, que ce soit la nôtre ou celle d'une autre personne. Nous ne demandons rien qui soit à tout prix en dehors de l'ordinaire, mais si votre communiqué permet d'aider seulement une autre personne ou un autre bureau, votre geste n'aura pas été vain. Prenez donc dès maintenant quelques minutes de votre temps pour nous aider à alimenter le prochain numéro de la publication de VOTRE Association. Nous attendons avec impatience votre contribution!



1992-1994 ARUCC Executive Committee

President

Ronald Heath, Simon Fraser University
Tel (604) 291-4176; Fax 291-4969
Email: Ron_Heath@sfu.ca

Past President

Mary MacGillivray, Dalhousie University
Tel (902) 494-2276, Fax 494-1630
Netnorth MMACGILL@ADM.DALCA

Vice-President

Karen LeDrew, University of Waterloo
Tel (519) 885-1211 (6788), Fax 746-2882
Email LeDrewBK@WATDCS.UWaterloo.ca

Vice-President, International Affairs

Arunas Alisauskas, Mount Royal College
Tel (403) 240-6365, Fax 240-6740
Email AALISAUSKAS@MTROYAL.AB.CA

Secretary-Treasurer

Alex Reed, Athabasca University
Tel (403) 675-6168, Fax 675-6174
Email alexr@cs.athabascau.ca

Atlantic Representative

Viateur Viel, Centre Université de Moncton
Tel (506) 858-4113, Fax 858-4544
Email VielV@UMONCTON.CA

Québec Representative

Jean-Paul Schuller, McGill University
Tel (514) 398-4462, Fax 398-8939
Email JPS@UMS1.LAN.MCGILL.CA

Ontario Representative

Ken Scullion, Ryerson Polytechnic Institute
Tel (416) 979-5161, Fax 979-5341
Email ADMN8639@RYEVM.RYERSON.CA

Western Representative

Patricia H. Angus, Douglas College
Tel (604) 527-5358, Fax 527-5095
Email angust@douglas.bc.ca

Editor, Contact

K.C. Bell, Simon Fraser University
Tel (604) 291-4975, Fax 291-4969
Email kc_bell@sfu.ca

Reaching AACRAO through INTERNET

Save the cost of a long distance telephone call by sending E-mail messages to any member of the AACRAO staff. (Note: AACRAO is no longer accessible via BITNET.)

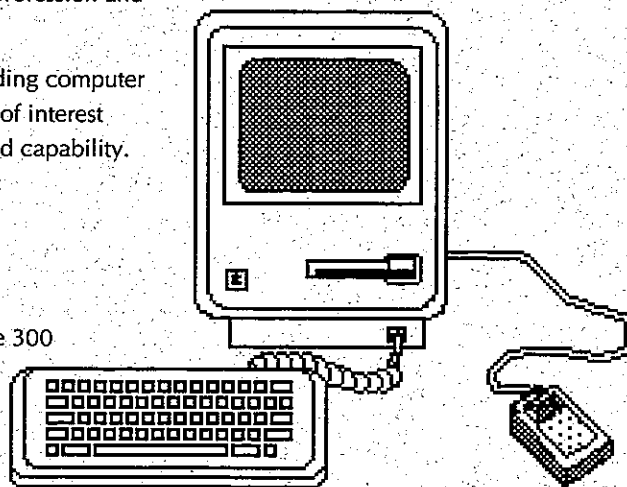
name & title	INTERNET address
Wayne Becraft, Executive Director	BECAFTW@AACRAO.NCHE.EDU
Desiree Milton, Executive Assistant	MILTOND@AACRAO.NCHE.EDU
Laurine Robinson, Asst. Executive Director	ROBINSONL@AACRAO.NCHE.EDU
Elizabeth VanBrunt, Program Asst.	VANBRUNTL@AACRAO.NCHE.EDU
Cecilia Balazs, Director of Administration	BALAZSC@AACRAO.NCHE.EDU
Jeanette Gordon, Accounting Asst.	GORDONJ@AACRAO.NCHE.EDU
John Reaves, Director of Membership Services	REAVESJ@AACRAO.NCHE.EDU
Robin Mitchell, Membership Services Asst.	MITCHELLR@AACRAO.NCHE.EDU
George Spack, Director of Computer Services	SPACKG@AACRAO.NCHE.EDU
Henny Wakefield, Director of Communication	WAKEFIELDH@AACRAO.NCHE.EDU
Eileen Kennedy, Senior Editor	KENNEDYE@AACRAO.NCHE.EDU
Jennifer Harrison, Asst. Editor/Co-ord. of Marketing	HARRISONJ@AACRAO.NCHE.EDU
Laurie Matthews, Editorial Secretary	MATTHEWSL@AACRAO.NCHE.EDU
Dale Gough, Director, AACRAO/AID Project	GOUGHD_@AACRAO.NCHE.EDU
Jill Ross, Administrative Asst.	ROSSJ_@AACRAO.NCHE.EDU

Wanted: Electronic Newsletter Editor

AACRAO is seeking a volunteer editor(s) and an institution to maintain a listserv for an AACRAO electronic newsletter that will be accessible only to AACRAO members. Our goal is to produce two newsletters per month, no more than 6-7 pages each. The editor should have proven writing skills and willingness to do the job but does not have to be associated with the host institution. Material for the newsletter should be current, brief and informal, and include position referrals, conference and workshop announcements. Interested individuals should submit a letter of interest, a current vita listing publications, a writing sample, and names of three professional references who can attest to both the applicant's knowledge of the profession and his or her writing ability.

Institutions interested in providing computer support should submit a letter of interest outlining computer support and capability. All inquiries should be sent to:

Wayne Becraft
Executive Director
AACRAO
One Dupont Circle, NW, Suite 300
Washington, DC
20036-1171.



Universities tackle change



Stuart Smith wasn't far off the mark. That's the consensus of eight university presidents and two external representatives who have spent the last seven months reviewing the report of Smith's Commission of Inquiry on Canadian University Education.

"Our report reaffirms the fundamental principles upon which universities operate," says Brian Segal, president of the University of Guelph and chairman of the AUCC task force. "But the task force also recommends there be changes in policies and practices in order to better meet the needs of our students."

The report says universities must enhance their commitment to teaching and learning, and be seen to be more open and accountable by the public.

Universities, both individually and collectively, should also create methods of measuring faculty and student performance, establish teacher training programs for all faculty and change the way they assess and reward faculty, urges the task force. The report also looks at accessibility, student retention and student mobility issues.

In addition, the task force commends universities that have had in place programs that address some of the issues raised by Dr. Smith. Some now require all new faculty to attend a teaching skills program. Others test the writing competency of incoming students and offer remedial classes. Special programs have been designed to enhance the first year experience of students and reduce student attrition. Surveys of graduates and students are being conducted at some universities as part of a comprehensive performance measurement program.

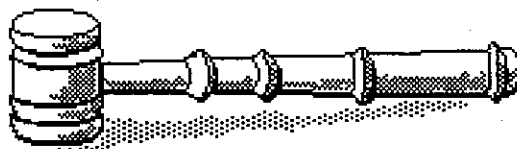
The task force sees AUCC as a catalyst for change by providing a forum for the sharing of information on these types of university innovations.

Over the next year the AUCC will be meeting with various government officials and representatives from provincial and regional associations to discuss income-contingent repayment of student loans, to explore the establishment of a Canada-wide mechanism for credit transfer, to seek to standardize methods for measuring student attrition and to develop performance indicators for both the teaching and research functions of universities. The AUCC will also be aggressively pursuing the creation of a "Fund for the Improvement of Education" that would fill the void of research on educational issues.

For a copy of the task force report contact AUCC Publications, 151 Slater Street, Ottawa, Ontario K1P 5N1.

Notes from AUCC, July 1992

The report says universities must enhance their commitment to teaching and learning, and be seen to be more open and accountable by the public.



Les universités au seuil des changements



Stuart Smith n'était pas loin de la vérité. C'est l'avis de huit recteurs d'universités et de deux représentants d'autres organismes qui ont passé les sept derniers mois à étudier le rapport de la Commission d'enquête sur l'enseignement universitaire au Canada.

« Nous réitérons dans notre rapport les principes fondamentaux à partir desquels les universités fonctionnent, » déclare M. Brian Segal, recteur de l'University of Guelph et président du groupe d'étude de l'AUCC. « Mais le groupe recommande aussi des modifications aux politiques et aux pratiques afin qu'elles correspondent mieux aux besoins des étudiants. »

Selon le rapport, les universités doivent raffermir leur engagement envers l'enseignement et l'apprentissage et il faudrait que le public les voie plus ouvertes et plus responsables.

Chacune de leur côté et aussi collectivement, les universités devraient créer des méthodes de mesure du rendement des professeurs et des étudiants, établir des programmes de formation pédagogique pour tous les professeurs et modifier leurs méthodes d'évaluation et de récompense des professeurs, insiste le groupe. L'accessibilité, le taux de rétention des étudiants et leur mobilité sont également abordés dans le rapport.

Le groupe félicite les universités qui s'étaient déjà attaquées à certains problèmes évoqués par M. Smith. Certaines demandent à tous leurs nouveaux professeurs de suivre un programme de méthodes pédagogiques. D'autres font subir une épreuve de rédaction aux nouveaux étudiants et

offrent des cours de rattrapage. Des programmes spéciaux ont été conçus pour enrichir l'expérience de première année des étudiants et réduire le taux d'abandon. Des universités effectuent des sondages auprès des diplômés et des étudiants dans le cadre d'un programme de mesure complète du rendement.

Selon le groupe, l'AUCC serait un catalyseur pour le changement parce qu'elle est une tribune où l'on échange de l'information sur ces types d'innovations.

Au cours de l'année, l'association aura des entrevues avec divers responsables des gouvernements et des représentants des associations provinciales et régionales pour discuter du remboursement des prêts aux étudiants en fonction du revenu, explorer la possibilité d'établir un mécanisme pancanadien de transfert des unités de valeur, chercher à normaliser les méthodes de mesure de l'abandon des études et établir des indicateurs de rendement à la fois pour la fonction d'enseignement et la fonction de recherche des universités. D'autre part, l'AUCC préconise activement la création d'un fonds pour l'amélioration de l'enseignement qui comblerait le manque de recherche sur les questions pédagogiques.

Pour obtenir le rapport du groupe d'étude, s'adresser aux Publications de l'AUCC, 151, rue Slater, Ottawa K1P 5N1.

Info de l'AUCC, Juillet 1992

Selon le rapport, les universités doivent raffermir leur engagement envers l'enseignement et l'apprentissage et il faudrait que le public les voie plus ouvertes et plus responsables.

CUPA Salary Survey

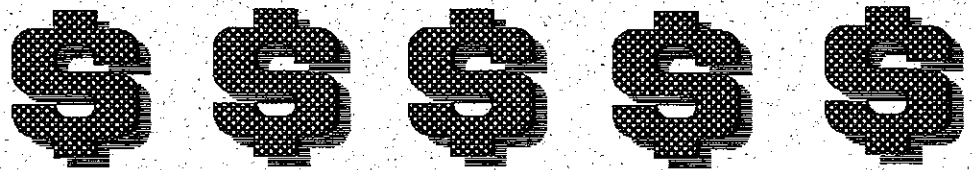


College and University Personnel Association's 1991-92 Administrative Compensation Survey provides the most comprehensive and up-to-date salary data available on college and university administrators. Selection of surveyed positions (167) was based on an analysis of the administrative positions common to most higher education institutions. Tables included show salaries by type of institution, size of budget, level of degrees offered, size of enrollment, etc. Below are median salaries reported by all institutions using the median size enrollment.

title	median salary	# of institutions
Chief Admissions Officer	US \$ 45,994	903
Associate Director, Admissions	32,571	682
Admissions Counselor	21,891	737
Director, Admissions & Registrar	46,989	208
Registrar	40,000	1,058
Associate Registrar	33,805	388
Assistant Registrar	26,513	415
Director, Admissions & Financial Aid	48,550	132
Director, Student Financial Aid	29,203	625
Associate Director, Student Financial Aid	39,316	1,190
Chief Enrollment Management	54,579	198

The CUPA Survey is available for \$55 to CUPA members, for \$140 to nonmember participants, and for \$250 to nonmember nonparticipants. For more information, contact CUPA, 1233 Twentieth Street, NW, Suite 503, Washington, DC, 20036.

AACRAO Data Dispenser, July 1992



University of Regina switches to "5/3"



Effective May 1, 1993, the University of Regina will convert from a four-credit-hour semester system to a new three-credit-hour semester system, known as the "5/3 system." For more information, contact Clarence Gray, 5/3 Conversion Project Manager, at (306) 585-4594, FAX (306) 585-5203, or Gail Meehan, Registrar and Director of Students Services, at (306) 585-5079, same FAX number.

SINs to be used with care



An amendment to Section 239(2.3) of the Income Tax Act in December 1991 now requires that a person (or an officer, employee and agent of such person) who uses an individual's social insurance number (SIN) for any purpose other than that for which it was provided—without the individual's written consent—will be liable to a fine or imprisonment.

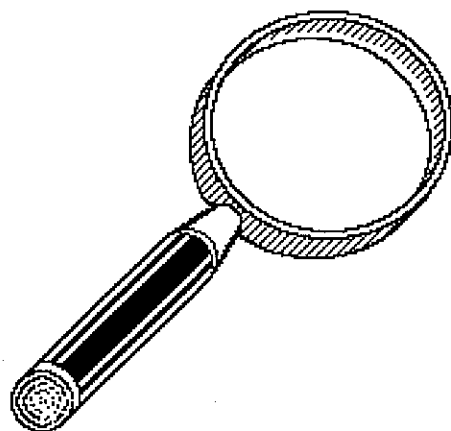
Record Fraud



Earlier this year, AACRAO sent a document to the leading employers in the United States, drawing their attention to the rising incidence of fraudulent transcripts and other false claims involving university credentials. In June your Executive committee approved a similar undertaking with Canadian employers.

A text is proposed for your comments and suggestions with a view to mailing something out by the end of this calendar year. I recognize it is a bit long but preferred to start with a more comprehensive document. The mailing list should include private and public sector employers, the latter to cover federal, provincial and municipal bodies. Your assistance in compiling the list may be sought so that we reach employers in all regions and in all sectors.

Comments should be sent to:
J.P. Schuller, Registrar's Office
McGill University
James Administration Building
845 Sherbrooke Street West
Montreal, Quebec H3A 2T5
FAX #: 514-398-8939
E. Mail: JPS@UMS1.LAN.McGill.CA



Message to Employment Managers Re: Fraudulent Credentials

Employers, universities and colleges in North America have noticed a rising incidence of false claims concerning educational background, fraudulent transcripts, mail order degrees etc. ARUCC offers the following guidelines to protect your organization from hiring people who add to, alter or create their educational credentials. We also wish to protect the reputation of our member institutions as well as the employment prospects of our graduates.

- 1) **CHECK BACKGROUND:** Do not offer employment or promotion based on unsubstantiated claims, whether verbal or in writing, such as in a curriculum vitae. Ask for official proof of studies. This alone may be enough to deter fraud!
- 2) **OFFICIAL RECORDS:** It is best not to rely on a parchment or "sheepskin" as there is no proof that the bearer is indeed the person who received the certificate or degree. Graduation lists should also be confirmed.
 - a) Unofficial transcripts: You must judge the reliability of documents submitted by the candidate or via a party other than the university or college, since there has been an opportunity to alter them.
 - b) Official transcripts: The most reliable document is an official transcript sent directly to you by the Registrar's or similar office of the university or college. It should have some, if not all, of the following features:
 - the institutional seal or official logo;
 - a sealed institutional envelope with metered postage by the institution;
 - a signature or stamp;
 - a recent date of issue;
 - on security paper;
 - an indication of features which make the transcript unofficial, such as being in black and white.
 - c) Letterhead documents: These do not provide a guarantee of authenticity, particularly if the writer is not known to you.
 - d) Attestations: Statements of attendance or graduation mailed directly by the registrar and with some of the same features as the official transcripts may also be accepted as official.
- 3) **CONFIRMATION:** If you have doubts or questions about the background of job applicants, contact your local college or university. They may be able to:
 - identify the institution which issued the credential (or the credential itself) if you do not recognize it
 - confirm the origin or the format of a document. There have been excellent forgeries in recent years.
 - take legal action depending on the document submitted—help identify the claimant. Several recent cases have involved people who assumed the identity of students or graduates rather than the submission of altered documents.
- 4) **FAX AND EDI:** Documents received by FAX or other electronic means should not be considered official at the present time. The ARUCC is working on a project to make official transcripts available via Electronic Data Interchange. Employers familiar with EDI for financial and other transactions may wish to pursue this project in collaboration with ARUCC. The benefits could include speed, cost, security and better understanding between educational institutions and employers.

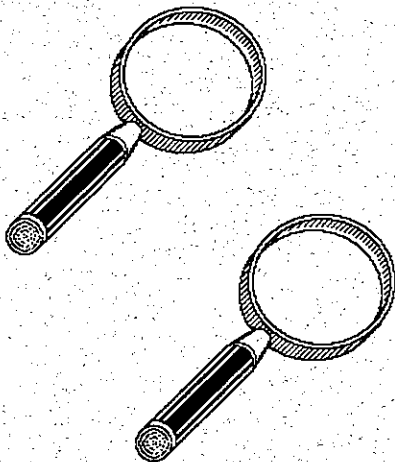
ARUCC welcomes any suggestions you or your professional associations may have for further collaboration.

Faux monnayeurs



Au début de 1992, l'Association américaine (AACRAO) écrivait aux plus importants employeurs aux États Unis pour leur signaler le nombre grandissant de faux relevés de notes et autres cas de fraude en ce qui a trait à la formation universitaire. En juin dernier le comité exécutif de l'ARUCC approuvait une démarche semblable au près des employeurs au Canada. Nous invitons vos commentaires et suggestions sur le texte suivant afin de préparer une communication d'ici la fin de l'année. Le texte est un peu long mais se voulait aussi complet que possible dans un premier temps. Les récipiendaires visés sont ceux des secteurs privés et publiques, y compris les gouvernements au niveau fédéral provincial et municipal. Nous pourrions solliciter votre aide pour dresser les listes afin de rejoindre les employeurs dans toutes les régions.

Prière de faire part de vos commentaires à:
J.P. Schuller
Bureau du Registraire
Université McGill
Pavillon James de l'administration
845, rue Sherbrooke ouest
Montréal, Québec H3A 2T5
Télécopie # 514-398-8939
Courrier électronique:
JPS@UMS1LAN.McGill.CA



Message à responsable de l'embauche: Faux Monnayeurs

Les employeurs et les universités et collèges en Amérique du Nord constatent que de plus en plus d'individus présentent de faux relevés de notes, des diplômes douteux ou falsifient leur formation. L'ARUCC propose une ligne de conduite pour éviter que votre organisme n'engage ceux qui inventent, modifient ou ajoutent à leur cheminement universitaire au collégial. Nous tenons aussi à protéger la réputation de nos établissements membres ainsi que les chances d'emploi de nos diplômés.

- 1) **VERIFIEZ LE DOSSIER:** Ne vous fiez pas à la déclaration d'un candidat, qu'elle soit écrite au non, pour offrir un poste ou une promotion. Exigez une preuve officielle des études en plus d'un curriculum vitae. Cette démarche suffira peut-être à détourner la fraude.
- 2) **DOCUMENTS OFFICIELS/DIPLÔMES:** Le parchemin ou certificat n'est pas une preuve irrévocable que le porteur est bel et bien la personne qui a reçu le titre académique en question. Une liste de diplômés devrait également être vérifiée.
 - a) **Relevés de notes non officiels:** Vous devez juger de la fiabilité des documents que vous présentent les candidats eux-même ou qui ne parviennent pas directement de l'établissement d'enseignement, car ils ont pu être modifiés.
 - b) **Relevés de notes officiels:** La meilleure preuve est le relevé officiel que vous recevrez directement du registraire ou autre responsable de l'établissement. Il devrait présenter certaines sinon toutes les caractéristiques suivantes:
 - le sceau ou le logo officiel de l'établissement;
 - une enveloppe institutionnelle scellée et affranchie par le compteur de l'établissement;
 - une signature ou estampille;
 - une date récente d'émission;
 - sur du papier inaltérable;
 - une indication des caractéristiques qui font que le relevé n'est pas officiel—par exemple, s'il est en noir et blanc.
 - c) **Lettres:** Mêmes celles qui portent l'entête de l'établissement ne peuvent constituer une preuve certaine, surtout si l'auteur vous est inconnu.
 - d) **Attestations:** Une preuve d'inscription ou de diplomation reçue directement du registraire peut être considérée officielle si elle a certaines des caractéristiques des relevés officiels ci dessus.
- 3) **CONFIRMATION:** Si vous avez le moindre doute ou des questions sur la formation d'un candidat, communiquez avec le collège ou l'université de votre localité. L'on pourra peut être:
 - identifier l'établissement émetteur de tel ou tel diplôme ou le diplôme lui-même si l'un ou l'autre vous était inconnu.
 - confirmer la provenance ou l'apparence d'un document. Les faux sont de moins en moins faciles à détecter.
 - donner des suites juridiques selon le document en question.
 - identifier le candidat en question. Plusieurs cas récents impliquent des personnes qui s'approprient l'identité d'étudiants ou de diplômés plutôt que de soumettre de faux documents.
- 4) **TELECOPIE ET EDI (Échange électronique des données):** Les documents reçus via FAX ou autre moyen électronique ne devraient pas, pour l'instant, être considérés comme officiels. L'ARUCC participe à un projet qui permettrait la transmission de relevés

officiels via des réseaux informatiques. Les employeurs qui utilisant la EDI invités à se joindre à l'ARUCC dans ce dossier. Il pourrait en résulter des économies de temps et d'argent, une transmission plus sécuritaire des documents et un meilleur dialogue entre les employeurs et les établissements d'enseignement.

L'ARUCC souhaite vivement recevoir toute suggestion pour accroître la collaboration avec vous ou vos associations professionnelles.

Loan defaults may hurt universities



Postsecondary institutions may lose their eligibility for federal student loans if too many of their students default on the loans.

This is one of several proposed changes to the federal Canada Student Loans Program, AUCC learned at a recent meeting of the National Advisory Group on Student Financial Assistance.

The federal government plans to overhaul the CSLP program to halt the high number of loan defaults and update the program. According to proposed changes, postsecondary institutions and programs will be at risk of losing their eligibility if a high number of their graduates default on CSLP loans. The limit to the default rate of students from an institution has not yet been established.

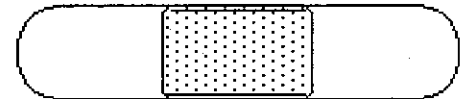
The provinces have reportedly agreed in principle to the change but have insisted it apply to both public and private postsecondary institutions. And while it would appear that the change targets private institutions—where default rates

on loans are as high as 70 per cent—there is still the possibility that the changes will affect universities, says Robert Patry, AUCC chief of staff, who attended the meeting.

The federal government has also delayed several changes it announced in the February budget. A three per cent administrative fee will continue to be charged for loans negotiated in the 1992-93 academic year although Ottawa announced plans to abolish the fee charged to all new loan recipients. A six-month interest free period upon graduation will be extended until August 1, 1993, when it will be eliminated.

The Department of the Secretary of State is also negotiating with banks and other financial institutions to make sure they take on more responsibility for the recovery of loans. The package of proposed CSLP changes will be presented to Cabinet in the fall.

Notes from AUCC, July 1992



Postsecondary institutions may lose their eligibility for federal student loans if too many of their students default on the loans.

L'emprunteur délinquant; un risque pour l'université



Les établissements postsecondaires pourraient bien perdre l'accès aux prêts fédéraux aux étudiants si un trop grand nombre de ceux-ci ne remboursent pas leurs prêts.

Il s'agit de l'un des changements proposés au Programme canadien de prêts aux étudiants dont l'AUCC a pris

connaissance lors d'une récente réunion du Groupe consultatif national sur l'aide financière aux étudiants.

Le gouvernement fédéral a en effet l'intention de remanier le PCPE afin de réduire le nombre de prêts non remboursés et de mettre à jour le programme lui-même. Selon les

modifications proposées, les établissements et les programmes d'études postsecondaires pourraient bien perdre leur admissibilité si un grand nombre de leurs étudiants ne remboursaient pas leur prêt fédéral. Le maximum de non remboursements par établissement n'a toutefois pas encore été fixé.

Les provinces, semble-t-il, ont donné leur accord de principe à cette modification mais ont insisté pour qu'elle s'applique aux établissements d'enseignement postsecondaire publics et privés. Bien que le projet semble viser directement les établissements privés où les taux de non remboursement s'élèvent jusqu'à 70 pour cent, il existe toujours la possibilité que les universités soient elles aussi touchées, a déclaré M. Robert Patry, chef de cabinet de l'AUCC, qui assistait à la réunion.

Le gouvernement fédéral a également retardé plusieurs modifications annoncées dans l'exposé budgétaire de février. Par exemple, les frais administratifs de 3 pour cent continueront d'être facturés sur les prêts négociés au cours de l'année universitaire 1992-1993, bien qu'Ottawa ait annoncé son intention d'abolir ces frais pour tous les nouveaux récipiendaires de prêts. La période de bonification d'intérêt de six mois suivant le diplôme sera prolongée jusqu'au 1er août 1993, date après laquelle elle sera éliminée.

Le Secrétariat d'État négocie également avec des banques et des établissements financiers pour s'assurer qu'ils seront davantage responsables du recouvrement des prêts. L'ensemble des modifications proposées au PCPE sera déposé au Cabinet à l'automne.

Info de l'AUCC, Juillet 1992

Les établissements postsecondaires pourraient bien perdre l'accès aux prêts fédéraux aux étudiants si un trop grand nombre de ceux-ci ne remboursent pas leurs prêts.

Videos a hit and miss with students



Grade 12 students in New Brunswick value what university recruiters tell them but recruitment videos leave much less of an impression, according to preliminary results of a survey conducted by St. Thomas University.

The 45-question survey, designed by sociology professor Sylvia Hale and director of university relations Mark Giberson, was given earlier this year to 246 seniors at five New Brunswick high schools. The Grade 12 students were asked how they make decisions about which university to attend or whether to go to university at all. The findings will contribute to the university's communications and recruitment strategies.

More than three-quarters of the students who participated in the survey said they would likely be attending university in the fall. The survey suggests the students attach a lot of importance to tuition fees and information about degree programs, fields of study and university admission requirements.

Mr. Giberson and Dr. Hale were surprised to find that students attached so much importance to the advice they receive

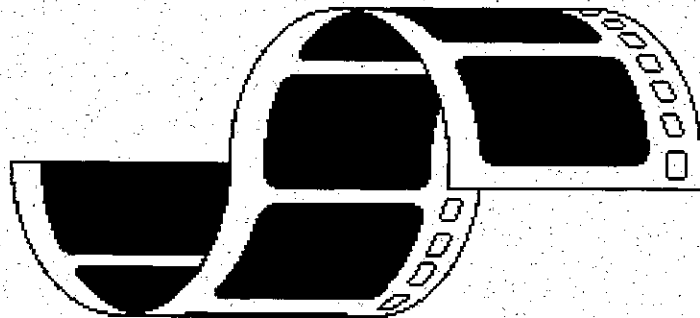
"This seems to indicate that high-priced videos are a poor substitute for knowledgeable, helpful people."

from university recruitment personnel. "More than 20 per cent said the advice they get from university representatives was a key factor in their decision," says Mr. Giberson. "By contrast, only about nine per cent said their parents' advice was key to their choice of institutions."

The value of personal contact was underscored by the fact that less than half of the students could recall the university recruitment videos they had seen, while only 4.5 per cent said such a video would have been a key factor in their decision.

"This seems to indicate that high-priced videos are a poor substitute for knowledgeable, helpful people," says Mr. Giberson.

*Notes from AUCC
August/September 1992*



La vidéo de recrutement—un navet pour les élèves

Les élèves de 12e année du Nouveau-Brunswick boivent les paroles des recruteurs des universités mais leurs bandes vidéos les impressionnent beaucoup moins, selon les conclusions préliminaires d'un sondage de la St. Thomas University.

Le sondage de 45 questions, conçu par le professeur de sociologie Sylvia Hale et le directeur des relations universitaires Mark Giberson, a été effectué cette année auprès de 246 finissants de cinq écoles secondaires du Nouveau-Brunswick. On leur a demandé comment ils décideront à quelle université ils iront ou même s'ils iront à l'université. L'université utilisera les résultats dans ses stratégies de communications et de recrutement.

Plus des trois quarts des répondants pensaient entrer à l'université à l'automne. Selon les réponses, les jeunes semblent attacher beaucoup d'importance aux droits de scolarité et aux renseignements sur les programmes menant à un grade, aux domaines d'études et aux conditions d'admission.

M. Giberson et Professeur Hale ont été surpris de découvrir à quel point les jeunes attachent une importance aux

conseils des recruteurs. « Plus de 20 pour cent ont dit que ces conseils étaient un facteur déterminant de leur décision, » précise M. Giberson. « Par contraste, neuf pour cent à peine ont dit que les conseils de leurs parents avaient sérieusement influencé leur choix d'université. »

La valeur du contact personnel est mise en relief par le fait que moins de la moitié des élèves se rappelaient de la bande vidéo de recrutement, tandis que seulement 4,5 pour cent ont dit qu'elle avait eu une influence déterminante sur leur décision.

« Cela semble indiquer qu'une bande vidéo coûteuse remplace bien mal des recruteurs bien informés et prêts à aider, » conclut M. Giberson.

Info de l'AUCC, Août/Septembre 1992



« Cela semble indiquer qu'une bande vidéo coûteuse remplace bien mal des recruteurs bien informés et prêts à aider. »

UIC cheaters

The Canada Employment and Immigration Commission (CEIC) has informed us of a new Unemployment Insurance (UI) pilot project. The project is designed to identify full-time post secondary students who may be collecting UI benefits to which they are not entitled. The Commission will conduct investigations this summer and fall.

The commission has indicated that, while only a small minority abuse the UI

Appointments

Mona Morrison has been appointed Assistant to the Registrar of Trinity Western University. Mona has admissions and registrar's office experience from Briercrest College and the University of Winnipeg.

Evan Alderson has been appointed new dean of Simon Fraser University's Faculty of Arts. Evan joined Simon Fraser in 1967 in the English Department, and has since been, at various times, acting chair of the English Department, Director of the Centre for the Arts, Director of Simon Fraser's Graduate Liberal Studies Program, and both Associate and Acting Dean of the Faculty of Arts.

Fred Rosmanitz took over his duties as new registrar at the University of Lethbridge this past April. Fred was previously Associate Registrar at the University of Calgary, which has just begun their implementation of telephone registration. Fred will begin implementation of a telephone registration system at the University of Lethbridge in early 1993.



program, there has never before been a systematic look at students who may be improperly collecting UI.

If investigations detect people claiming UI to which they aren't entitled, they will have to repay those benefits and may face penalties and prosecution. However, those who disclose their abuse on their own, prior to an investigation, would only have to repay their benefits. No penalty or prosecution action would be taken against them.

BC Ministry authorizes "Associate Degrees"



Dr. Tom Perry, the Minister responsible for overseeing BC's colleges and universities, has announced that, effective July 24, 1992, students in BC's colleges and institutes may earn two-year Associate of Arts or Associate of Science degrees.

In his announcement, the Minister said that the new degrees "recognize the academic achievement of those students who complete a full 60 credits in academic studies, whether their goal is one of personal development, career preparation, or transfer to another institution for further education."

It is anticipated that the new degrees will help keep students in the post-secondary system and provide a benchmark of academic success to students, employers, other institutions and the larger community. They should also make it easier for students to move among colleges and universities.

Requirements for associate degree programs have been certified by the BC Council on Admissions and Transfers and the Ministry after extensive consultation, and information outlining program requirements will be forwarded to all institutions soon. The first associate degrees are expected to be awarded in the Spring of 1993.

BC application centre feasibility study



Nick Heath, Director of Admissions and Liaison at Simon Fraser University, has begun a three-month leave of absence to work on a project that may significantly change the way students apply to universities and colleges in BC.

The project will study the feasibility of a common application centre for the BC postsecondary system. Heath, as SFU's member on the project team, is joined by representatives from UBC, UVic, BCIT, Douglas and Okanagan Colleges, and the ministries of Education and Advanced Education, Training and Technology.

A common application centre would eliminate a lot of unnecessary duplication, says Heath. "As it is now, a student applies to a number of institutions and each institution records the data and deals with the paperwork. There is no way of knowing how many other offers the student is holding and whether he or she will show up at registration time. We end up having to make educated guesses."

The system would benefit the students too, he adds. "It would simplify the application process for them with one fee and one source of documentation."

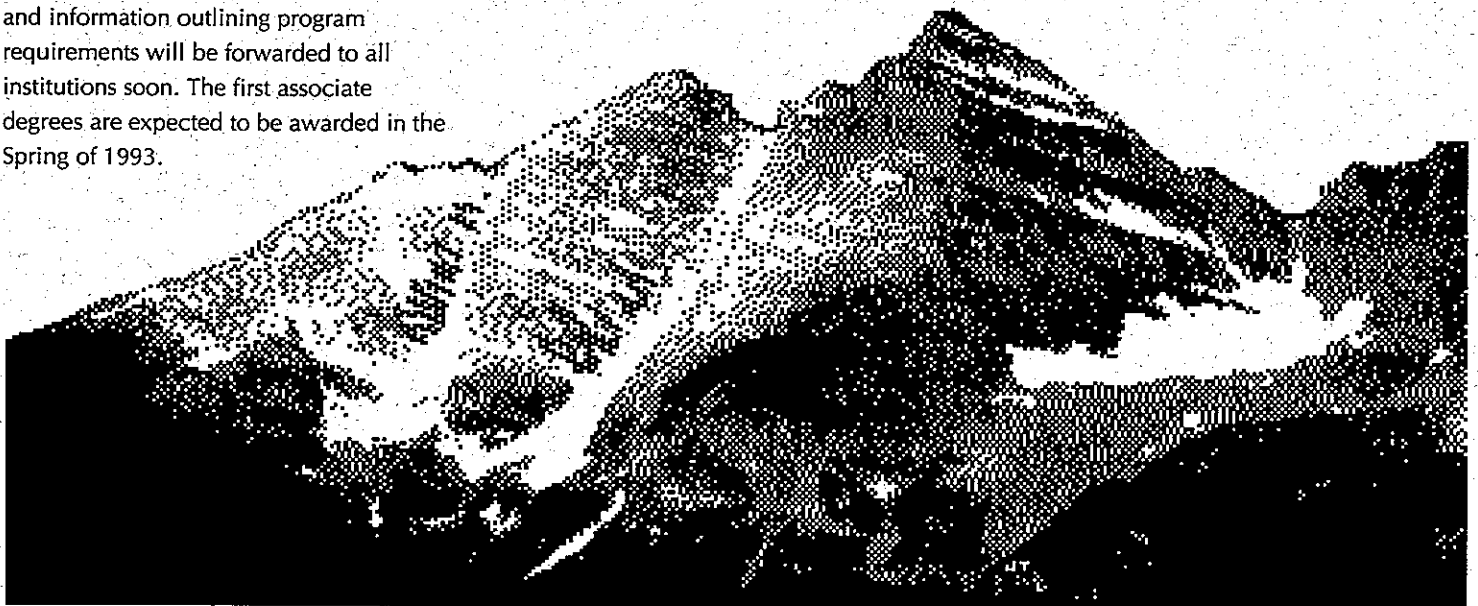
Another benefit would be a "clearing" process at the end of each application cycle—institutions with programs not yet full could be put in touch with students who have not received offers. "This could significantly increase participation throughout the system," he says.

The centres are gaining acceptance elsewhere. Ontario, with 17 universities, has such a system, and so does Britain, with 57 universities. English-speaking Maritime universities are in the process of setting one up.

During his leave of absence, Heath will act as a consultant to the project, collecting data on application patterns and essential data technologies. "I've never done this sort of thing before, so I guess it'll be a learning process for a while," he says.

Donna Moore is now the acting Director of Admissions and Liaison.

Simon Fraser Week, October 22, 1992



Augmentation des inscriptions dans les universités Québécoises



Les données préliminaires colligées par la (CREPUQ) Conférence des Recteurs et Principaux des Universités du Québec auprès des établissements universitaires indiquent une augmentation de 2,1% des étudiants inscrits à la rentrée d'automne 1992 par rapport à celle de 1991. Il y a présentement quelque 254000 étudiants dans les universités québécoises, dont 52,7% sont à temps complet, et 56,7% sont des femmes. Il importe de souligner la croissance significative de 3,6% du nombre d'étudiants inscrits à temps complet, comparativement à une augmentation de 0,5% des étudiants à temps partiel.

Les chefs d'établissement universitaire se réjouissent de cette constatation car, ils ont la conviction que les études à temps

complet, réalisées dans les délais normaux, constituent, au moins pour les jeunes, encore la façon la plus rentable et la plus efficace d'acquérir une formation universitaire: c'est ce qu'a affirmé monsieur Michel Gervais, le président de la CREPUQ, dans une rencontre avec la presse tenue pour souligner la rentrée.

Autre constatation intéressante qui ressort de ces données: s'il y a croissance des étudiants à temps complet à tous les cycles c'est aux cycles supérieurs que l'on retrouve les plus fortes augmentations: 3,2% au premier cycle, 5,9% au deuxième et 5,3% au troisième. Comme c'est aux cycles supérieurs que le Québec a le plus de rattrapage à faire, voilà un autre développement qui a de quoi réjouir les dirigeants universitaires.

Parmi les autres motifs de satisfaction, il faut noter la présence accrue des femmes, à la fois chez les étudiants à temps complet, ou elles comptent pour 52,4% des effectifs, et chez les étudiants des cycles supérieurs, ou elles représentent maintenant 49,1% des effectifs du deuxième cycle et 37,5% de ceux du troisième cycle.

Au-delà des facteurs économiques conjoncturels qui peuvent influencer sur la croissance des inscriptions, il est permis de croire que cette situation tient à la conviction, de plus en plus largement répandue, pour le plus grand bien de notre société, qu'une solide formation universitaire constitue encore le meilleur investissement, tant sur les plans individuel que social, devant conclure le président de la CREPUQ.

Registration up in Quebec universities



Preliminary figures from Quebec universities, assembled by CREPUQ (The Conference of Rectors and Principals of the Universities of Quebec) show a 2.1% increase in registration for fall 1992 over last year. Currently there are some 254,000 students attending university; 52.7% of these are enrolled full-time and 56.7% are women. There has been a significant 3.6% increase in the number of full-time students and a 0.5% increase in part-timers.

"Universities are happy about the increase in full-time enrolment," stated Michel Gervais, chairman of CREPUQ, at a press briefing to mark the start of the academic

year. "They believe that a full-time program, completed within the normal period of time, is still, at least for young adults, the most profitable and efficient way to get a university education."

Another interesting fact emerges from the newly released figures. Although numbers have gone up at every level, it is graduate student enrolment that has increased the most dramatically: this year saw a 3.2% increase at the undergraduate levels, 5.9% at the master's level, and 5.3% at the doctoral level. And again, at every level, numbers of full-time students increased more than part-timers. Since Quebec has most of its catching-up to do

at the graduate level, the increase in graduate enrolment is good news indeed for university administrators.

Other promising developments include an increase in the number of women among both full-time (52.4%) and graduate students—they now account for 49.1% of master's students and 37.5% of PhD students.

"Beyond the economic factors that can influence registration numbers, we believe that this situation reflects the growing conviction that a solid university education is still the best possible investment for individuals and for society as a whole," Gervais said.



Programmes d'échanges



La CREPUQ vient de publier des statistiques sur la participation aux programmes d'échanges qu'elle a signé au nom des universités québécoises avec 85 établissements en France. En 1989-1990, 95 étudiants se sont rendus en France alors que 279 étudiants français s'inscrivaient dans les universités du Québec. En 1990-1991, les programmes ont desservi 108 et 289 étudiants respectivement et en 1991-1992, 139 et 399. Il est intéressant de noter qu'une moyenne de 100 étudiants français par année on choisi de compléter leur stages dans les universités anglophones au Québec (Bishop's, Concordia, et McGill).

Exchange programs



The CREPUQ has published statistics on the numbers of students participating in the exchange programs which it has signed on behalf of the Quebec universities with 85 universities and schools in France. In 1989-90, 95 Quebec students participated while 279 students from France came to Quebec. In 1990-91, the numbers were 108 and 289 respectively and in 1991-92, 139 and 399. It is interesting to note that each year an average of 100 students from France chose to further their studies at one of the three english language universities in Quebec (Bishop's, Concordia and McGill).

Un vidéo pour le secondaire



La Conférence des recteurs et principaux annonce la production d'un vidéo destiné aux étudiants du secondaire 5. C'est un instrument didactique servant de support à la démarche pédagogique du professeur et des élèves dans le cours Education au choix de carrière de 5e Secondaire. Il a pour objectif de susciter la réflexion des jeunes sur les conditions et les exigences à rencontrer pour la poursuite fructueuse d'études postsecondaires. Il attire notamment leur attention sur l'importance de la maîtrise du français et sur l'acquisition de l'autonomie par la pratique d'une discipline personnelle. De façon discrète il constitue une contribution de la CREPUQ aux efforts actuels visant à inciter les jeunes à la poursuite de leurs études.

D'une durée de 20 minutes, le vidéo est accompagné d'un guide d'utilisation à l'intention du professeur, qui suggère notamment une série d'exercices et d'activités pour les élèves. Il sera distribué gratuitement, par le ministère de l'Education, dans toutes les écoles secondaires de la province qui en feront la demande; il fera également l'objet d'une évaluation grâce à deux thèses de maîtrise en éducation qui seront réalisées à l'Université de Sherbrooke et à l'UQAM.



Nouveau mode de financement

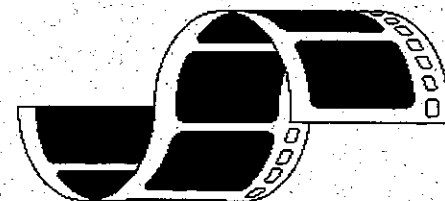


La ministre de l'enseignement supérieur et de la science, Mme. Lucienne Robillard annonçait cet automne un nouveau type de financement pour les universités. Alors que les octrois étaient jusqu'à ce jour axés sur les enseignements dispensés aux étudiants une somme représentant environ 1,5% du total sera dorénavant distribuée en fonction de l'obtention des diplômes postulés. Afin d'encourager la persistance des étudiants le ministère remettra aux universités un montant pour chaque diplôme décerné selon la grille suivante: 500\$ par baccalauréat, 600\$ par maîtrise et 1000\$ pour un doctorat.

New operating grants



The Minister of Higher Education and Science, Mme. Lucienne Robillard, has announced a new type of operating grant to Quebec universities. Whereas funding had been based exclusively on the credit load taken by students, a small portion (1.5% of the total government grants) will now be distributed based on the number of students who graduate. Aimed at encouraging better retention and graduation rates, the grant provides a certain amount for each degree granted; \$500 for bachelors, \$600 for masters and \$1000 for doctorates.



New video for Secondary 5's

At CREPUQ's traditional fall press conference, Michel Gervais, chairman of the Conference of Rectors and Principals of Quebec Universities and Rector of Université de Laval, announced the release of a video designed for Quebec's Secondary 5 students. The video is a pedagogical tool for teachers and students taking the course "éducation au choix de carrière" (learning about career choices).

The video is designed to encourage young people to reflect on the challenges they will face in post-secondary studies, said Gervais, and to remind them that a good mastery of the language of instruction and the development of self-discipline and maturity are important for academic success. "In a discreet way, CREPUQ is contributing, through the videos, to the community's efforts to encourage young people to study," Gervais said.

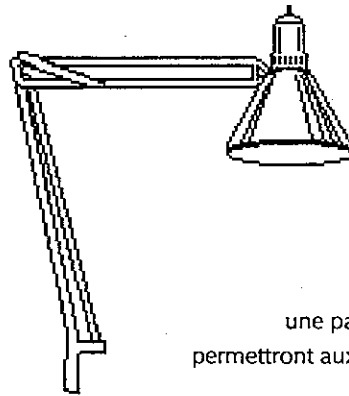
The teacher's guide accompanying the 20 minute video suggests a number of exercises and activities for the students in four modules based on the themes of getting organized, finding yourself, expressing yourself, and fulfilling yourself. The Ministry of Education will supply these pedagogical aids free of charge to all secondary schools in the province that request them. The videos will also be the subject of scientific evaluation: two master's theses on the videos are being prepared in the faculties of education at the Université de Sherbrooke and UQAM.

Le CEGEP, sous les "feux de la rampe"

Le CEGEP, du haut de ses 25 ans, sera placé sous les feux de la rampe cet automne, quand une Commission parlementaire entreprendra une consultation générale sur l'enseignement collégial québécois.

Lorsqu'elle commencera à siéger cette Commission évaluera si les objectifs de départ ont été réalisés et s'ils sont toujours pertinents. Elle examinera la présence et la place relative de l'enseignement général et de l'enseignement professionnel au sein des mêmes établissements ainsi que le rôle des collèges dans le développement de la main-d'oeuvre, notamment du côté de l'éducation permanente et de l'éducation des adultes.

La Commission se penchera également sur le contenu et la structure générale des programmes d'études, sur les modes de fréquentation et sur les cheminements étudiants. Elle observera l'état et les besoins de la pratique actuelle et future de la profession enseignante en milieu collégial.



En outre, elle scrutera le dispositif et les pratiques en évaluation des apprentissages, des programmes d'études, des ressources humaines et des établissements. Elle fera de même pour les modes de financement, la répartition des pouvoirs et des responsabilités en enseignement collégial et les modes d'organisation et d'administration des établissements.

Les universités québécoises ont été invitées à prendre une part active à l'exercice en soumettant des avis qui permettront aux autorités gouvernementales de définir leur position.

Spotlight on CEGEPs

After 25 years of existence, the CEGEP system will be reviewed by a parliamentary commission slated to start public consultations this fall.

The evaluation of collegial education will try to determine which of the original objectives have been met and which are still appropriate. The relative importance of general versus professional or technical instruction will be examined, as well as the role of the CEGEPs in developing the labour force with special attention to continuing and adult education.

The commission will evaluate the structure and content of programs, enrolment patterns and retention issues, and the current and future situation and needs of teachers at the collegial level. Other objectives include methods for evaluating what students learn, the value of programs, the training of teaching staff and assessments of individual institutions. The process will also cover areas such as financing, the division of responsibility and authority in setting the curriculum, and the organisation and administration of the CEGEPs.

Quebec universities were invited to take an active part in the exercise by submitting briefs to help shape policy.



Le test de français au collégial



On sait qu'en novembre dernier, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science a annoncé sa décision de ramener au collégial les tests universitaires de connaissance de la langue. Les établissements universitaires s'en sont réjouis, car ils y ont vu la prise en compte de préoccupations qu'ils manifestent depuis plusieurs années.

Il s'ensuit de la décision ministérielle que pour être admis dans une université qui exige une maîtrise suffisante du français, les étudiants doivent désormais se présenter au test collégial, et non plus aux tests universitaires. Ce test a pour but de vérifier que l'étudiant possède la capacité de s'exprimer correctement et de communiquer efficacement par écrit.

Au total, 18262 "sortants" des collèges se sont présentés au test collégial de français, le 13 mai dernier. De ce nombre, les universités concernées ont interrogé les résultants de 17022 étudiants. Globalement, 56,3% des candidats ont complété le test avec succès; ce taux de réussite est comparable, à quelques points de pourcentage près, à celui qu'enregistraient les tests universitaires l'an passé. La situation, par conséquent, rest préoccupante. Il faut donc poursuivre les efforts qu'impose l'amélioration de la maîtrise de la langue chez les étudiants. De toute évidence, cette question intéresse le système d'éducation dans son ensemble; les établissements universitaires, pour leur part, ont la ferme intention de maintenir leurs exigences dans ce domaine.

L'ancien président retour de Paris



Ygal Leib, Registraire de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et ancien Président de l'ARUCC est de retour après un congé sabbatique d'un an passé à l'Association Internationale des Universités à Paris.

Il y a travaillé sur plusieurs projets dont le réseau international d'évaluation des titres académiques (TRACE). Ce projet regroupe une vingtaine de pays dans l'élaboration d'un fichier électronique permettant d'échanger des données sur le contenu des cursus et la formation des diplômés. L'objectif en est de faciliter la mobilité des détenteurs de différent diplômés entre les pays impliqués. Ygal a également contribué à l'élaboration d'une système universitaire de science de l'information comportant un volet pour l'Europe de l'Est et un autre pour l'Afrique.

Enfin il s'est également impliqué dans la création d'une banque de données sur l'enseignement supérieur en Europe et au développement de systèmes informatiques pour la direction de l'AIU. Il nous promet un compte rendu de ses activités lors d'un prochain numéro de *Contact*.

Past president returns from Paris



Ygal Leib, Registrar at the Université du Québec à Montréal (UQAM) and past president of ARUCC, is back from a sabbatical leave in Paris where he spent the last year working at the headquarters of the International Association of Universities (IAU).

He worked on several projects including TRACE (Trans Regional Academic Credentials Evaluation), which groups 20 countries in an effort to maximize the mobility of university graduates by sharing information on the content of academic programs and the skills of the graduates.

CEGEP language test



Last November the Ministry of Higher Education and Science announced it's intention to administer language tests at the collegial level rather than at the university level, a decision applauded by the universities since it addresses their long-standing concerns. In order to be admitted to universities which require an adequate command of French, students must take the CEGEP test to demonstrate that they can express themselves correctly and communicate effectively in writing. Over 18,000 graduating CEGEP students sat the test last May 13. Of 17,000 tests scored 56.3% passed, a result similar to those of the tests previously administered by the universities as admissions or graduation requirements. The situation gives cause for continued concern, requiring further efforts to improve the language skills of students. All levels of education must be involved in finding ways of meeting the standards which the universities are committed to maintaining.



Ygal also worked on university-based systems for information technology for users in Eastern Europe and Africa.

Finally he was involved with a European database for higher education and with office automation for the IAU itself. He has promised a more detailed account of his experience in an upcoming issue of *Contact*.

CONTACT CONTACT CONTACT CONTACT CONTACT CONTACT

Association des Registrars des Universités et des Collèges du Canada
The Association of Registrars of the Universities and Colleges of Canada

Proposed Publication Schedule for *Contact*

Volume 10, No. 1

to be published March 1993

deadline for submissions: February 12, 1993

Volume 10, No. 2

to be published July 1993

deadline for submissions: June 16, 1993

P.S. Many thanks to Jean-Paul Schuller,
who contributed those articles on Quebec
not otherwise noted.